La confrontation nationale en France ne se dissipe pas

Par Roberto Morejón

L'agitation sociale la plus vive que la France ait connue depuis des décennies risque de s'étendre.

Cela malgré le feu vert donné par le Conseil constitutionnel à la réforme des retraites, contestée dans tout le pays.

La plus haute instance constitutionnelle française n'a pas, comme l'espéraient les syndicats, freiné l'impopulaire projet du président Emmanuel Macron, qui le considère comme la pièce maîtresse de son

second mandat.

Le rôle de l'organe était de s'assurer que le projet de loi, déjà adopté par le gouvernement en vertu d'un pouvoir constitutionnel spécial et sans vote au parlement, était conforme à la constitution avant d'être promulgué.

La Cour constitutionnelle a fait valoir que sa décision ne qualifiait pas de bonne ou de mauvaise la réforme des retraites qui prévoit de porter l'âge de la retraite de 62 à 64 ans et qu'elle se limitait uniquement à sa base juridique, qu'elle a confirmée.

Mais cette détermination n'est pas suffisante pour freiner l'irritation nationale, qui se manifeste principalement par 12 grèves depuis janvier dernier, ainsi que par des rassemblements de rue et des incidents violents.

La loi, qui prolonge le temps de travail à 43 ans pour bénéficier d'une pension complète, continue de susciter la consternation, voire la colère.

Les autorités affirment que la réforme est nécessaire pour maintenir le système de retraite à flot face au vieillissement de la population, mais les syndicats sont d'un autre avis.

Les principales organisations syndicales françaises estiment que tout soutien financier au programme de pension devrait être obtenu par une augmentation des impôts sur les plus riches et sur les employeurs.

Parce qu'il a le sentiment de ne pas avoir été entendu, le mouvement syndical a mis de côté les questions qui le divisaient depuis des années et décidé d'appeler à de nouvelles manifestations de masse le 1er mai, journée internationale des travailleurs.

Au milieu de ce qui s'annonce déjà comme une journée agitée, les sondages montrent qu'une majorité de personnes s'opposent à l'idée de Macron de prolonger la vie professionnelle de deux ans avant de bénéficier des prestations de retraite.

Le mécontentement généralisé remet donc en question le ton victorieux donné par le gouvernement à la décision du Conseil constitutionnel et sape les tentatives de l'Élysée de tourner la page des manifestations et d'apaiser la rue.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/319860-la-confrontation-nationale-en-france-ne-se-dissipe-pas

Radio Habana Cuba